Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale" n. 122 del 27 maggio 1989 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I (70%)

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | **Roma - Sabato, 27 maggio 1989** | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 85081

N. 39

LEGGE 8 maggio 1989, n. **186.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sul controllo dell'acquisto e della detenzione di armi da fuoco da parte dei privati, adottata a Strasburgo il 28 giugno 1978.

LEGGE 8 maggio 1989, n. **187.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tecnica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica peruviana, con protocollo addizionale, firmato a Lima il 26 gennaio 1981.

LEGGE 8 maggio 1989, n. **188.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica democratica tedesca sull'assistenza giudiziaria in materia civile e sullo scambio di atti di stato civile, firmato a Berlino il 10 luglio 1984, con scambio di note effettuato in pari data.

LEGGE 8 maggio 1989, n. **189.**

Ratifica ed esecuzione della convenzione OIL n. 160 sulle statistiche del lavoro, e relativa raccomandazione, adottata a Ginevra il 25 giugno 1985 nel corso della 71ª sessione della Conferenza generale dei rappresentanti degli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

Per informazioni su trattati di cui è parte l'Italia rivolgersi al Ministero degli affari esteri — Servizio trattati — 00100 Roma - Telefono 06/3960050 (Comunicato del Ministero degli affari esteri - «Gazzetta Ufficiale» n. 329 del 1° dicembre 1980).

SOMMARIO

LEGGI, DECRETI E ORDINANZE PRESIDENZIALI

LEGGE 8 maggio 1989, n. 186.

Ratifica ed esecuzione della convenzione europea sul controllo dell'acquisto e della detenzione di armi da fuoco da parte dei privati, adottata a Strasburgo il 28 giugno 1978.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione europea sul controllo dell'acquisto e della detenzione di armi da fuoco da parte di privati, adottata a Strasburgo il 28 giugno 1978.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 12 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 maggio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

CONVENTION EUROPÉENNE SUR LE CONTROLE DE L'ACQUISITION ET DE LA DÉTENTION D'ARMES À FEU PAR DES PARTICULIERS

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres ;

Considérant la menace que constitue l'usage croissant d'armes à feu à des fins criminelles;

Conscients du fait que ces armes à feu sont souvent acquises à l'étranger ;

Désireux d'instituer sur le plan international des méthodes efficaces de contrôle des mouvements d'armes à feu par-delà les frontières ;

Conscients de la nécessité d'éviter des mesures susceptibles d'entraver le commerce international licite ou de se traduire aux frontières par des contrôles inapplicables ou excessivement onéreux, en contradiction avec les objectifs modernes de liberté de mouvement des biens et des personnes,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE I

Définitions et dispositions générales

Article 1

Aux fins de la présente Convention :

a. le terme « arme à feu » a le sens qui lui est attribué à l'Annexe I à la présente Convention ;

b. le terme « personne » désigne également une personne morale ayant un établissement sur le territoire d'une Partie Contractante ;

c. le terme « armurier » désigne une personne dont l'activité professionnelle consiste en tout ou en partie dans la fabrication, la vente, l'achat, l'échange ou la location d'armes à feu ;

d. le terme « résident » désigne une personne ayant sa résidence habituelle sur le territoire d'une Partie Contractante, au sens de la Règle N° 9 de l'Annexe à la Résolution (72) 1 du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.

Article 2

Les Parties Contractantes s'engagent à se prêter mutuellement assistance par l'intermédiaire des autorités administratives appropriées, pour la répression des trafics illicites d'armes à feu et pour la recherche et la découverte des armes à feu transférées du territoire d'un Etat dans le territoire d'un autre.

Article 3

Chaque Partie Contractante reste libre d'édicter des lois et règlements relatifs aux armes à feu sous réserve que ces lois et règlements ne soient pas incompatibles avec les dispositions de la présente Convention.

Article 4

La présente Convention ne s'applique pas aux transactions portant sur des armes à feu, dans lesquelles toutes les parties sont des Etats ou agissent pour le compte d'Etats.

CHAPITRE II

Notification des transactions

Article 5

1. Si une arme à feu se trouvant sur le territoire d'une Partie Contractante est vendue, transférée ou cédée à quelque titre que ce soit à une personne résidant sur le territoire d'une autre Partie Contractante, la première Partie donne notification à la seconde, selon les modalités prévues aux articles 8 et 9.

2. Pour l'application des dispositions du paragraphe 1 du présent article, chaque Partie Contractante prend les mesures nécessaires afin que toute personne qui vend, transfère ou cède à quelque titre que ce soit une arme à feu se trouvant sur son territoire, fournisse des renseignements sur la transaction aux autorités compétentes de cette Partie.

Article 6

Si une arme à feu se trouvant sur le territoire d'une Partie Contractante est transférée de façon permanente et sans modification dans la possession sur le territoire d'une autre Partie Contractante, la première Partie en donne notification à la seconde, selon les modalités prévues aux articles 8 et 9.

Article 7

Les notifications visées aux articles 5 et 6 sont également faites aux Parties Contractantes à travers le territoire desquelles une arme à feu transite lorsque l'Etat de provenance de cette arme juge une telle information utile.

Article 8

1. Les notifications visées aux articles 5, 6 et 7 sont faites aussi rapidement que possible. Les Parties Contractantes s'efforcent de faire en sorte que la notification précède la transaction ou le transfert qu'elle concerne à défaut de quoi elle doit être faite le plus tôt possible après celle-ci.

2. Les notifications visées aux articles 5, 6 et 7 indiquent, notamment :

a. l'identité, le numéro de passeport ou de la carte d'identité et l'adresse de la personne à laquelle l'arme à feu en question est vendue, transférée ou cédée à quelque titre que ce soit ou de la personne qui transfère de façon permanente une arme à feu dans le territoire d'une autre Partie Contractante, sans modification dans la possession ;

b. le type, la marque et les caractéristiques de l'arme à feu en question ainsi que son numéro ou tout autre signe distinctif.

Article 9

1. Les notifications visées aux articles 5, 6 et 7 sont faites entre les autorités nationales qui sont désignées par les Parties Contractantes.

2. Le cas échéant, les notifications peuvent être transmises par l'intermédiaire de l'Organisation Internationale de Police Criminelle (Interpol).

3. Tout Etat indique, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, l'autorité à laquelle les notifications doivent être adressées. Il notifie sans délai au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute modification ultérieure de l'identité de telles autorités.

CHAPITRE III

Double autorisation

Article 10

1. Chaque Partie Contractante prend les mesures propres à garantir qu'aucune arme à feu se trouvant sur son territoire ne sera vendue, transférée ou cédée à quelque titre que ce soit à une personne n'y étant pas résidente qui n'a pas obtenu au préalable l'autorisation des autorités compétentes de ladite Partie Contractante.

2. Cette autorisation n'est accordée que si les autorités compétentes susmentionnées se sont d'abord assurées qu'une autorisation concernant la transaction en question a été accordée à ladite personne par les autorités compétentes de la Partie Contractante où elle a sa résidence.

3. Si cette personne prend possession d'une arme à feu dans le territoire d'une Partie Contractante dans lequel la transaction s'effectue, l'autorisation visée au paragraphe 1 ne sera délivrée qu'aux termes et conditions dans lesquels une autorisation serait délivrée pour une transaction entre résidents de la Partie Contractante concernée. Si l'arme à feu est immédiatement exportée, les autorités visées au paragraphe 1 sont seulement obligées de s'assurer que les autorités de la Partie Contractante dans laquelle la personne réside ont autorisé cette transaction en particulier ou de telles transactions en général.

4. Les autorisations visées aux paragraphes 1 et 2 du présent article peuvent être remplacées par un permis international.

Article 11

Tout Etat, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, précise laquelle de ses autorités est compétente pour délivrer les autorisations visées au paragraphe 2 de l'article 10. Il notifie sans délai au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe toute modification ultérieure de l'identité de telles autorités.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Article 12

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera soumise à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 13

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer à la présente Convention. La décision concernant cette invitation sera prise en conformité avec l'article 20.*d* du Statut du Conseil de l'Europe et devra recevoir l'accord unanime des Etats membres du Conseil de l'Europe qui sont Parties Contractantes à la Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 14

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, par notification adressée au Secrétaire Général. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 15

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage d'une ou plusieurs réserves figurant à l'Annexe II à la présente Convention.

2. Toute Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe précédent peut la retirer en tout ou en partie au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

3. La Partie Contractante qui a formulé une réserve en vertu du paragraphe 1 du présent article ne peut prétendre à l'application par une autre Partie de la disposition qui fait l'objet de la réserve ; toutefois, elle peut, si la réserve est partielle ou conditionnelle, prétendre à l'application de cette disposition dans la mesure où elle l'a elle-même acceptée.

Article 16

1. Les Parties Contractantes ne peuvent conclure entre elles des accords bilatéraux ou multilatéraux relatifs aux questions réglées par la présente Convention que pour compléter les dispositions de celle-ci ou pour faciliter l'application des principes qui y sont contenus.

2. Toutefois, si deux ou plusieurs Parties Contractantes ont établi ou viennent à établir leurs relations sur la base d'une législation uniforme ou d'un régime particulier leur imposant des obligations plus étendues, elles ont la faculté de régler leurs rapports mutuels en la matière en se basant exclusivement sur ces systèmes nonobstant les dispositions de la présente Convention.

3. Les Parties Contractantes qui viendraient à exclure de leurs rapports mutuels l'application de la présente Convention, conformément au paragraphe 2 du présent article, adresseront à cet effet une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 17

1. Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels du Conseil de l'Europe suit l'exécution de la présente Convention et facilite autant que de besoin le règlement amiable de toute difficulté à laquelle l'exécution de la Convention donnerait lieu.

2. Le Comité Européen pour les Problèmes Criminels peut, à la lumière de l'évolution technique, sociale et économique, formuler et soumettre au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe des propositions en vue d'amender ou de compléter les dispositions de la présente Convention et, notamment, de modifier le contenu de l'Annexe I.

Article 18

1. En cas de guerre ou d'autres circonstances exceptionnelles, toute Partie Contractante pourra fixer des règles dérogeant temporairement aux dispositions de la présente Convention et ayant effet immédiat. Elle notifiera sans délai au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe une telle dérogation et sa cessation.

2. Toute Partie Contractante pourra dénoncer la présente Convention en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Une telle dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 19

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention :

a. toute signature ;

b. le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ;

c. toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à ses articles 12 et 13 ;

d. toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 9 ;

e. toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 11 ;

f. toute déclaration ou notification reçue en application des dispositions de l'article 14 ;

g. toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 15 ;

h. le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 15 ;

i. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 3 de l'article 16 et relative à une législation uniforme ou à un régime particulier ;

j. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 18 et la date à laquelle, selon le cas, la dérogation est faite ou cesse ;

k. toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto, have signed this Convention.

Done at Strasbourg, this 28th day of June 1978, in English and in French, both texts being equally authoritative, in a single copy which shall remain deposited in the archives of the Council of Europe. The Secretary General of the Council of Europe shall transmit certified copies to each of the signatory and acceding States.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Strasbourg, le 28 juin 1978, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ANNEXE I

A. Aux fins de la présente Convention le terme « arme à feu » désigne :

1. Tout objet qui : i. est conçu ou adapté, pour servir d'arme par laquelle un plomb, une balle ou un autre projectile, ou une substance nocive gazeuse, liquide ou autre, peut être déchargé au moyen d'une pression explosive, gazeuse ou atmosphérique ou au moyen d'autres agents propulseurs, et ii. correspond à une des descriptions particulières ci-après, étant entendu que les alinéas *a* à *f* inclus et *i* ne comprennent que les objets à propulsion explosive :

a. armes automatiques ;
b. armes courtes semi-automatiques ou à répétition ou à un coup ;
c. armes longues semi-automatiques ou à répétition à un canon rayé au moins ;
d. armes longues à un coup à un canon rayé au moins ;
e. armes longues semi-automatiques ou à répétition à canon(s) lisse(s) seulement ;
f. lance-roquettes portatifs ;
g. toute arme ou autre instrument conçus de façon à causer un danger pour la vie ou la santé des personnes par la projection des substances stupéfiantes, toxiques et corrosives ;
h. lance-flammes destinés à l'attaque ou à la défense ;
i. armes longues à un coup à canon(s) lisse(s) seulement ;
j. armes longues à propulsion à gaz ;
k. armes courtes à propulsion à gaz ;
l. armes longues à propulsion à air comprimé ;
m. armes courtes à propulsion à air comprimé ;
n. armes tirant des projectiles propulsés par un ressort seulement.

A condition que soit exclu de ce paragraphe 1er tout objet qui y serait autrement inclus mais qui :

i. a été rendu définitivement impropre à l'usage ;

ii. n'est pas soumis dans le pays de provenance à un contrôle en raison de sa faible puissance ;

iii. est conçu aux fins d'alarme, de signalisation, de sauvetage, d'abattage, de chasse ou pêche au harpon, ou destiné à des fins industrielles ou techniques à condition qu'il ne puisse être utilisé qu'à cet usage précis ;

iv. n'est pas soumis dans le pays de provenance à un contrôle en raison de son ancienneté.

2. Le mécanisme de propulsion, la chambre, le barillet, ou le canon de tout objet compris dans le paragraphe 1er ci-dessus.

3. Toute munition expressément destinée à être déchargée par un objet compris dans les alinéas *a* à *f* nclus, *i*, *j*, *k* ou *n* du paragraphe 1er ci-dessus et toute substance ou matière expressément destinée à etre déchargée par un instrument compris dans l'alinéa *g* du paragraphe 1er ci-dessus.

4. Les télescopes phares ou télescopes avec amplificateur électronique pour lumière infrarouge ou lumière résiduaire à condition qu'ils soient destinés à être montés sur un objet compris dans le paragraphe 1er ci-dessus.

5. Un silencieux destiné à être monté sur un objet compris dans le paragraphe 1er ci-dessus.

6. Toute grenade, bombe ou tout autre projectile contenant un dispositif explosif ou incendiaire.

B. Aux fins de la présente Annexe :

a. « arme automatique » désigne une arme qui peut tirer par rafales chaque fois que la détente est manipulée ;

b. « arme semi-automatique » désigne une arme qui tire un projectile chaque fois que la détente seule est manipulée ;

c. « arme à répétition » désigne une arme dont en plus de la détente un mécanisme doit être manipulé chaque fois qu'on fait tirer l'arme ;

d. « arme à un coup » désigne une arme dont le ou les canons doivent être chargés avant chaque coup ;

e. « arme courte » désigne une arme dont le canon ne dépasse pas 30 centimètres ou dont la longueur totale n'excède pas 60 centimètres ;

f. « arme longue » désigne une arme dont le canon dépasse 30 centimètres, dont la longueur totale excède 60 centimètres.

2. — Libreria - *Suppl. ord. G.U.* n. 122.

ANNEXE II

Tout Etat peut déclarer qu'il se réserve le droit :

***a*. de ne pas appliquer le Chapitre II de la présente Convention en ce qui concerne un ou plusieurs des objets compris dans les alinéas *i* à *n* inclus du paragraphe 1er ou dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 ou 6 de l'Annexe I à la présente Convention ;**

***b*. de ne pas appliquer le Chapitre III de la présente Convention ;**

***c*. de ne pas appliquer le Chapitre III de la présente Convention en ce qui concerne un ou plusieurs des objets compris dans les alinéas *i* à *n* inclus du paragraphe 1er ou dans les paragraphes 2, 3, 4, 5 ou 6 de l'Annexe I à la présente Convention ;**

***d*. de ne pas appliquer le Chapitre III de la présente Convention aux transactions entre armuriers résidant sur les territoires de deux Parties Contractantes.**

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE EUROPEA RELATIVA AL CONTROLLO SULL'ACQUISTO E LA DETENZIONE DI ARMI DA FUOCO DA PARTE DI PRIVATI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerato che l'obiettivo del Consiglio d'Europa è di attuare una più stretta unione tra i suoi Membri;

Considerata la minaccia rappresentata dall'uso sempre crescente di armi da fuoco per fini criminali;

Consapevoli del fatto che dette armi da fuoco sono spesso acquistate all'estero;

Desiderosi di istituire sul piano internazionale efficaci metodi di controllo sugli spostamenti delle armi da fuoco al di là delle frontiere;

Consapevoli della necessità di evitare misure che possano intralciare il commercio internazionale lecito o possano portare a forme di controllo alle frontiere inapplicabili o troppo onerose, in contraddizione con gli obiettivi moderni di libera circolazione dei beni e delle persone,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO I
DEFINIZIONI E DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Ai fini della presente Convenzione:

a) il termine "arma da fuoco" ha il significato che gli viene attribuito all'Allegato I della presente Convenzione;

b) il termine "persona" designa altresì una persona giuridica che ha una ditta sul territorio di una Parte Contraente;

c) il termine "armaiolo" designa una persona la cui attività professionale consiste in tutto o in parte nella fabbricazione, vendita, acquisto, scambio o noleggio di armi da fuoco;

d) il termine "residente" designa una persona che ha la sua residenza abituale sul territorio di una Parte Contraente, ai sensi della Norma N° 9 dell'Allegato alla Risoluzione (72) 1 del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa.

Articolo 2

Le Parti Contraenti si impegnano a fornirsi mutua assistenza tramite le autorità amministrative competenti per quanto riguarda la repressione dei traffici illeciti di armi da fuoco e per la ricerca e la scoperta di armi da fuoco trasferite dal territorio di uno Stato nel territorio di un altro Stato.

Articolo 3

Ciascuna Parte Contraente ha la libertà di approvare leggi e regolamenti relativi ad armi da fuoco con riserva che dette leggi e regolamenti non siano incompatibili con le disposizioni della presente Convenzione.

Articolo 4

La presente Convenzione non si applica alla transazioni di armi da fuoco, nelle quali tutte le parti siano degli Stati o agiscano per conto di Stati.

CAPITOLO II

NOTIFICA DELLE TRANSAZIONI

Articolo 5

1. Se un'arma da fuoco che si trova sul territorio di una Parte Contraente viene venduta, trasferita o ceduta a qualunque titolo ad una persona che risiede sul territorio di una altra Parte Contraente, la prima Parte lo notifica alla seconda conformemente alle modalità previste agli articoli 8 e 9;

2. Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, ciascuna Parte Contraente adotta le misure necessarie affinché qualunque persona che vende, trasferisce o cede a qualunque titolo un'arma da fuoco che si trova sul suo territorio, fornisca informazioni sulla transazione alle autorità competenti di detta Parte.

Articolo 6

Se un'arma da fuoco che si trova sul territorio di una Parte Contraente viene trasferita in modo permanente e senza trasferimento del possesso sul territorio di un'altra Parte Contraente, la prima Parte lo notifica alla seconda, conformemente alle modalità previste agli articoli 8 e 9.

Articolo 7

Le notifiche di cui agli articoli 5 e 6 sono altresì inviate alle Parti Contraenti attraverso il cui territorio tran

sità un'arma da fuoco qualora lo Stato di provenienza di detta arma ritenga utile una tale informazione.

Articolo 8

1. Le notifiche di cui agli articoli 5, 6 e 7 vengono inviate il più rapidamente possibile. Le Parti Contraenti faranno in modo che la notifica preceda la transazione o il trasferimento in questione, in mancanza di che dovrà essere inviata il più presto possibile.

2. Le notifiche di cui agli articoli 5, 6 e 7 indicheranno, in particolare:

a) le generalità, il numero di passaporto o della carta d'identità e l'indirizzo della persona alla quale l'arma da fuoco in questione viene venduta, trasferita o ceduta a qualunque titolo o della persona che trasferisce in modo permanente un'arma da fuoco nel territorio di un'altra Parte Contraente, senza trasferimento del possesso;

b) il tipo, la marca e le caratteristiche dell'arma da fuoco in questione, nonché il suo numero od ogni altro segno particolare.

Articolo 9

1. Le notifiche di cui agli articoli 5, 6 e 7 vengono effettuate tra le autorità nazionali designate dalle Parti Contraenti.

2. Se del caso, le notifiche possono essere trasmesse tramite l'Organizzazione Internazionale di Polizia Criminale (Interpol).

3. Ogni Stato designerà, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o di adesione, con dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, l'autorità alla quale dovranno essere inviate le notifiche. Notificherà immediatamente al Segretario Generale del Consiglio d'Europa ogni successivo cambiamento della designazione di dette autorità.

CAPITOLO III
DOPPIA AUTORIZZAZIONE

Articolo 10

1. Ciascuna Parte Contraente adotterà le misure adeguate a garantire che nessun'arma da fuoco che si trova sul suo territorio venga venduta, trasferita o ceduta a qualunque titolo ad una persona non residente che non abbia ottenuto la preventiva autorizzazione delle autorità competenti di detta Parte Contraente.

2. Detta autorizzazione viene data solo se le predette autorità competenti si sono preventivamente accertate che una autorizzazione relativa alla transazione in questione è stata concessa a detta persona dalle autorità competenti della Parte Contraente in cui detta persona ha la sua residenza.

3. Se detta persona prende possesso di un'arma da fuoco nel territorio di una Parte Contraente in cui avviene la transazione, l'autorizzazione di cui al paragrafo 1 sarà rilasciata solo in conformità e alle condizioni in cui un'autorizzazione sarebbe rilasciata per una transazione tra residenti della Parte Contraente interessata. Se l'arma da fuoco viene immediatamente esportata, le autorità di cui al paragrafo 1 hanno il solo obbligo di accertarsi che le autorità della Parte Contraente nella quale la persona risiede abbiano autorizzato detta transazione in particolare o analoghe transazioni in generale.

4. Le autorizzazioni previste ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo possono essere sostituite da un permesso internazionale.

Articolo 11

Ogni Stato, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o di adesione, indicherà qual'è l'autorità competente per il rilascio delle autorizzazioni previste al paragrafo 2 dell'articolo 10. Notificherà subito al Segretario Generale del Consiglio d'Europa ogni successiva modifica della designazione di dette autorità.

CAPITOLO IV

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 12

1. La presente Convenzione è aperta alla firma di tutti gli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà sottoposta alla ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratificherà, accetterà o approverà successivamente, il primo giorno del mese successivo alla scadenza di un periodo di tre mesi dopo la data di deposito del suo strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

Articolo 13

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio ad aderire alla presente Convenzione. La decisione relativa a detto invito sarà presa in conformità all'articolo 20.d) dello Statuto del Consiglio d'Europa e dovrà ottenere il consenso unanime degli Stati

membri del Consiglio d'Europa che sono Parti Contraenti alla Convenzione.

2. L'adesione avverrà con il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

Articolo 14

1. Ogni Stato può, al momento della firma, o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o di adesione, designare il o i territori ai quali la presente Convenzione verrà applicata.

2. Ogni Stato può, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o di adesione, o successivamente, estendere l'applicazione della presente Convenzione, con dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, a ogni altro territorio designato nella dichiarazione e per il quale assicura le relazioni internazionali o per il quale è abilitato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del precedente paragrafo potrà essere ritirata, per quanto concerne ogni territorio designato in detta dichiarazione, con notifica inviata al Segretario Generale. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 15

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o di adesione, dichiarare di volersi avvalere di una o più riserve di cui all'Allegato II della presente Convenzione.

2. Ogni Parte Contraente che formula una riserva in virtù del precedente paragrafo può ritirarla tutta o in parte mediante una dichiarazione inviata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e che avrà effetto alla data del suo ricevimento.

3. La Parte Contraente che ha formulato una riserva in virtù del paragrafo 1 del presente articolo non può pretendere l'applicazione da parte di un'altra Parte della disposizione oggetto della riserva; tuttavia, essa può, se la riserva è parziale o condizionale, pretendere l'applicazione di detta disposizione nella misura in cui essa stessa l'abbia accettata.

Articolo 16

1. Le Parti Contraenti non possono concludere tra di loro accordi bilaterali o multilaterali relativi alle questioni regolate dalla presente Convenzione se non per completare le disposizioni di quest'ultima o per facilitare l'applicazione dei principi ivi contenuti.

2. Tuttavia, se due o più Parti Contraenti hanno stabilito o stanno per stabilire i loro rapporti sulla base di una legislazione uniforme o di un regime particolare che impone loro obblighi più estesi, esse hanno la facoltà di regolare i loro reci-

proci rapporti in materia basandosi esclusivamente su detti sistemi nonostante le disposizioni della presente Convenzio ne.

3. Le Parti Contraenti che escluderanno dai loro reciproci rapporti l'applicazione della presente Convenzione, conforme mente al paragrafo 2 del presente articolo, invieranno a tal fine una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 17

1. Il Comitato Europeo per i Problemi Criminali del Consiglio d'Europa segue l'esecuzione della presente Convenzione farà di tutto per facilitare il regolamento amichevole delle eventuali difficoltà che dovessero sorgere nell'esecuzione della Convenzione.

2. Il Comitato Europeo per i Problemi Criminali può, alla luce dell'evoluzione tecnica, sociale ed economica, formulare e sottoporre al Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa proposte al fine di emendare o di completare le disposizioni della presente Convenzione e, in particolare, di modificare il contenuto dell'Allegato 1

Articolo 18

1. In caso di guerra o di altri eventi eccezionali, ogni Parte Contraente potrà fissare norme che deroghino temporaneamente alle disposizioni della presente Convenzione e con effetto immediato. Essa notificherà subito al Segretario Ge

nerale del Consiglio d'Europa tale deroga e la cessazione dei suoi effetti.

2. Ogni Parte Contraente potrà denunciare la presente Convenzione inviando una notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa. Tale denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data di ricevimento della notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 19

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e a tutti gli Stati che hanno aderito alla presente Convenzione:

a) ogni firma;

b) il deposito di ogni strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione;

c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione conformemente ai suoi articoli 12 e 13;

d) ogni dichiarazione o notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 9;

e) ogni dichiarazione o notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 11;

f) ogni dichiarazione o notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 14;

g) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 15;

h) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 15;

i) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 3 dell'articolo 16 e relative ad una legislazione uniforme o a un regime particolare;

j) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18 e la data in cui, secondo il caso, la deroga viene fatta o decade;

k) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 18 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

In fede di che, i firmatari, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatta a Strasburgo, il 28 giugno 1978, in francese ed in inglese, i due testi facenti ugualmente fede, in un solo esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa invierà copia certificata conforme a ciascuno Stato firmatario e aderente.

(Seguono firme).

Copia certificata conforme all'unico esemplare originale in lingua francese e inglese, depositato negli archivi del Consiglio d'Europa.

Strasburgo, 10 luglio 1978.

Il Vice Direttore degli Affari giuridici
del Consiglio d'Europa,

Erik HARREMOES

APPENDICI - ALLEGATI

ALLEGATO I

A. Ai fini della presente Convenzione il termine "arma da fuoco" designa:

1. Ogni oggetto che: i) è stato creato o adattato, per servire come arma attraverso la quale dei pallini di piombo, una pallottolla o un altro proiettile, o sostanza nociva gassosa liquida o di altro genere possono essere sparati tramite una pressione esplosiva, gassosa o atmosferica o per mezzo di altri agenti propulsori, e ii) corrisponde a una delle seguenti descrizioni particolari, restando inteso che i comma da a) ad f) incluso ed il comma i) non comprendono gli oggetti a propulsione esplosiva:

a) armi automatiche;

b) armi corte semi-automatiche o a ripetizione o ad un colpo;

c) armi lunghe semi-automatiche o a ripetizione con una canna rigata almeno;

d) armi lunghe ad un colpo con almeno una canna rigata;

e) armi lunghe semi-automatiche o a ripetizione solo a canna(s) liscia(s);

f) lancia-razzi portatili;

g) ogni arma o ogni altro strumento creato in modo da poter causare un danno alla vita o alla salute delle persone con il lancio di sostanze stupefacenti, tossiche e corrosive;

h) lancia-fiamme destinati all'attacco o alla difesa;

i) armi lunghe ad un colpo a canna(s) liscia(s) soltanto;

j) armi lunghe a propulsione a gas;

k) armi corte a propulsione a gas;

l) armi lunghe a propulsione ad aria compressa;

m) armi corte a propulsione ad aria compressa;

n) armi che lanciano proiettili spinti solo da una molla.

A condizione che sia escluso da questo paragrafo 1 ogni oggetto che altrimenti vi sarebbe incluso, ma che:

i) è stato definitivamente reso inadatto all'uso;

ii) non è sottoposto ad un controllo a causa della sua scarsa potenza;

iii) è stato creato per motivi di allarme, di segnalazione, di salvataggio, di macellazione, di caccia o pesca all'arpione, o destinato a scopi industriali o tecnici a condizione che possa essere utilizzato solo per questo uso specifico;

iv) non è sottoposto nel paese di provenienza a controlli perché oggetto antico.

2. Il meccanismo di propulsione, la camera, il tamburo, o la canna di ogni oggetto compreso nel precedente paragrafo 1.

3. Ogni munizione espressamente destinata ad essere sparata da un oggetto compreso nei comma da a) ad f) incluso e nei comma i), j), k) o n) del precedente paragrafo 1 e Ogni sostanza o materia propriamente destinata ad essere sparata ad uno strumentro compreso nel comma g) del precedente paragrafo 1.

4. I telescopi fari o telescopi con amplificatore elettronico per luci infrarosse o luce residuale a condizione che siano destinati ad essere montati su un oggetto compreso nel precedente paragrafo 1.

5. Un silenziatore destinato ad essere montato su un oggetto incluso nel precedente paragrafo 1.

6. Ogni granata, bomba od ogni altro proiettile contenente un dispositivo esplosivo o incendiario.

B. Ai fini del presente Allegato:

a) "arma automatica" designa un'arma che può tirare raffiche ogniqualvolta viene premuto il grilletto;

b) "arma semi-automatica" designa un'arma che tira un proiettile ogniqualvolta viene premuto il grilletto;

c) "arma a ripetizione" designa un'arma che ogniqualvolta si spari, oltre al grilletto deve essere azionato un meccanismo;

d) "arma ad un colpo" designa un'arma la cui o le cui canne devono essere caricate prima di ogni colpo;

e) "arma corta" designa un'arma la cui canna non supera i 30 centimetri o la cui lunghezza totale non supera i 60 centimetri;

f) "arma lunga" designa un'arma la cui canna supera i 30 centimetri, la cui lunghezza totale supera i 60 centimetri.

ALLEGATO II

Ogni Stato può dichiarare che si riserva il diritto:

a) di non applicare il Capitolo II della presente Convenzione per quanto riguarda uno o più oggetti inclusi nei comma da i) a n) incluso del paragrafo 1° o nei paragrafi 2, 3, 4, 5 o 6 dell'Allegato I alla presente Convenzione;

b) di non applicare il Capitolo III della presente Convenzione;

c) di non applicare il Capitolo III della presente Convenzione per quanto riguarda uno o più oggetti inclusi nei comma da i) a n) incluso del paragrafo 1° o nei paragrafi 2, 3, 4, 5, o 6 dell'Allegato I alla presente Convenzione;

d) di non applicare il Capitolo III della presente Convenzione alle transazioni tra armaioli residenti sui territori di due Parti Contraenti.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 621):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 14 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 19 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 28 aprile 1988.

Esaminato in aula e approvato il 2 giugno 1988.

Camera dei deputati (atto n. 2829):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 14 giugno 1988, con pareri delle commissioni I, II e XI.

Esaminato dalla III commissione il 9 novembre 1988.

Relazione scritta annunciata il 2 marzo 1989 (atto n. 2829/*A* - relatore on. DUCE).

Esaminato in aula il 26 aprile 1989 e approvato il 27 aprile 1989.

89G0218

LEGGE 8 maggio 1989, n. 187.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo di cooperazione tecnica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica peruviana, con protocollo addizionale, firmato a Lima il 26 gennaio 1981.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo di cooperazione tecnica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica peruviana, con protocollo addizionale, firmato a Lima il 26 gennaio 1981.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo XI dell'accordo stesso.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 maggio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO DI COOPERAZIONE TECNICA TRA IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA E IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA PERUVIANA

Il Governo della Repubblica Italiana e il Governo della Repubblica Peruviana, animati dal desiderio di rafforzare ancor più i cordiali rapporti di amicizia esistenti tra i due Paesi e di dare impulso alla Cooperazione Tecnica, hanno convenuto quanto segue:

ARTICOLO I

Le Parti Contraenti promuoveranno, di comune intesa e sulla base di eguaglianza di diritti, la Cooperazione Tecnica tra i due Paesi mirando al vantaggio reciproco dei due popoli, conformemente alle rispettive prioritá nazionali, regionali e settoriali e nel quadro delle rispettive politiche di sviluppo economico e sociale.

ARTICOLO II

La Cooperazioni si realizzerá secondo modalitá che verranno concordate fra le due parti, fra l'altro, mediante lo scambio di esperti, tecnici-volontari ed insegnanti; la concessione di borse di studio; lo scambio di informazioni e di materiale tecnico-scientifico; e la fornitura di attrezzature e materiali necessari all'esecuzione dei progetti di cooperazione.

ARTICOLO III

Per l'esecuzione di ogni progetto di Cooperazione Tecnica le Parti Contraenti stabiliranno in strumenti specifici quanto si referisca alla natura, al personale, alla durata, agli apporti dei rispettivi governi, alle procedure amministrative, nonché agli organismi esecutori dei suddetti progetti nella Repubblica italiana e nella Repubblica peruviana.

ARTICOLO IV

Nel quadro dei progetti di cooperazione previsti nell'articolo III, il Governo della Repubblica italiana favorirá a richesta del Governo della Repubblica peruviana:

a) l'invio di esperti per opere di consulenza nei campi richiesti;

b) l'invio di tecnici-volontari in servizio civile con il compito di attuare la cooperazione tecnica nei progetti previamente concordati dai Governi dei due Paesi;

c) la formazione tecnica ed il perfezionamento professionale di cittadini peruviani mediante la promozione e la realizzazione di corsi, l'invio di docenti e la concessione di borse di studio o di tirocinio, con particolare riguardo alle finalitá di cui al successivo Art. V;

d) la partecipazione italiana alla crezione di centri di addestramento e di perfezionamento professionale, di centri di ricerca e di laboratori;

e) la fornitura di attrezzature, materiali o servizi nella misura in cui possano essere necessari alla realizzazione dei progetti di Cooperazione;

f) la partecipazione italiana a progetti di Cooperzione Tecnica che il Governo peruviano concordi con organismi internazionali o con altri governi, sempre che detta partecipazione sia di interesse par entrambi i Paesi;

g) la promozione di studi e progettazioni contemplati nei programmi di sviluppo del Perú o che le Autoritá peruviane desiderino realizzare con la partecipazione di esperti o di organismi specializzati italiani mediante diretta partecipazione alla spesa, in caso di necessitá, del Governo Italiano.

ARTICOLO V

Le Parti Contraenti si impegnano ad assicurare che, dopo il periodo di tempo previsto in ogni progetto, il personale straniero in servizio di cooperazione sia sostituito nelle proprie funzioni da personale locale, alla cui formazione e specializzazione sará accordata considerazione prioritaria in connessione con i singoli progetti.

ARTICOLO VI

Le candidature del personale straniero da impiegare nei progetti di Cooperazione dovranno ottenere il gradimento delle competenti Autoritá del Paese ricevente secondo le procedure al riguardo statuite. Tale gradimento potrá essere revocato prima del termine della missione soltanto in casi eccezionali e previa consultazione tra le due Parti.

Qualora sussistano cause di forza maggiore, il personale straniero potrá essere chiamato in Patria, prima della fine della missione, dopo consultazione con il Paese ricevente. In detti casi eccezionali entrambe le Parti concorderanno le misure necessarie per non compromettere l'esecuzione del progetto di Cooperazione di cui trattasi.

ARTICOLO VII

Le Parti Contraenti, conformemente ai rispettivi ordinamenti, concederanno al personale inviato in missione di cooperazione dall'altra Parte, i privilegi e le facilitazioni che risultino necessari al normale svolgimento dei loro compiti. Tali privilegi e facilitazioni non dovranno essere inferiori a quelli concessi al personale di Cooperazione Tecnica e di qualsiasi altro Paese, Ente o Organismo Internazionale.

Fermo restando quanto stabilito al comma precedente, nel Protocollo addizionale che costituisce parte integrante del presente Accordo come Allegato "A", vengono specificati i diritti e le esenzioni che il Governo peruviano accorderá al predetto personale.

ARTICOLO VIII

Gli esperti e i tecnici volontari in missione di cooperazione saranno sollevati da ogni responsabilitá civile di fronte a terzi per danni e nocumenti arrecati durante il normale svolgimento dei propri compiti; di tale responsabilitá dovrá farsi carico il Paese ricevente, ad eccezione dei casi di dolo o colpa grave in cui l'esperto o il volontario dovrá assumere le relative responsabilitá.

ARTICOLO IX

Le Parti Contraenti concederanno tutte le facilitazione per l' entrata nei rispettivi territori di attezzature, materiali e servizi forniti conformemente al presente Accordo, inclusa l'esenzione dai diritti all'importazione e da altri carichi fiscali nella misura in cui lo consente la legislazione del Paese riceventi.

ARTICOLO X

Allo scopo di regolare le attivitá di cooperazione tecnica previste nel presente Accordo, le Parti Contraenti convengono di realizzare consultazione periodiche, quando ritenuto necessario e attraverso i canali diplomatici, al fine di:

a) Scambiare informazioni e valutare l'esecuzione ed operatività dei progetti di cooperazione tecnica;

b) esplorare nuove possibilitá di cooperazione tecnica conformemente al presente Accordo;

c) raccomandare ai rispettivi Governi, attraverso gli organi interni competenti, le intese specifiche, le modalitá e le procedure che si giudichino opportune per il raggiungimento degli obiettivi del presente Accordo; e

d) esaminare ogni altra questione che possa sorgere nell'esecuzione del presente Accordo e dell'annesso Protocollo.

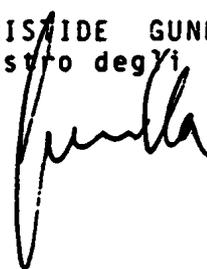
ARTICOLO XI

Il presente Accordo entrerá in vigore alla data in cui le Parti avranno comunicato l'una all'altra, mediante Note, di avere completato l'iter approvazione secondo le rispettive norme interne. L'Accordo avrá durata di cinque anni, prorogabile automaticamente per periodi successivi di un anno, a meno che una delle Parti Contraenti non notifichi all'altra per iscritto la volontá di denunciarlo con preavviso di almeno sei mesi rispetto alla data di scadenza dell'Accordo stesso.

Se alla scadenza del presente Accordo esistessero progetti in fase di esecuzione, le Parti Contraenti si impegnano a portarli a pieno termine nel rispetto delle disposizioni contenute nel presente Accordo, salvo espresse intese in senso diverso.

IN FEDE DI QUANTO PRECEDE, i Plenipotenziari dei rispettivi Governi sottoscrivono il presente Accordo in Lima il giorno ventisei del mese di gennaio del millenovecentottantuno in due esemplari, rispettivamente in lingua italiana e spagnola, avendo entrambi i testi identica validitá.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

ARISTIDE GUNNELLA
Vice Ministro degli Affari Esteri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

ALLEGATO "A"

PROTOCOLLO ADDIZIONALE

All'Accordo Generale di Cooperazione Tecnica tra il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica peruviana.

Il Governo della Repubblica italiana e il Governo della Repubblica peruviana allo scopo di stabilire i diritti e le esenzioni di cui godrá il personale italiano inviato nel territorio peruviano per comiti di cooperazione tecnica a norma dell'Accordo Generale, convengono quanto segue:

ARTICOLO I

Gli esperti ed i tecnici volontari italiani in servizio di cooperazione tecnica nel territorio peruviano, conformemente all'Accordo Generale di cooperazione tecnica, avranno diritto ai seguenti privilegi e facilitazioni:

a) Concessione, per sé e per i familiari a loro carico, dei visti di ingresso, soggiorno, uscita e ogni altra autorizzazione eventualmente necessaria senza pagamento di diritto o tassa di qualsiasi genere;

b) rilascio di un documento di identitá emesso dal Governo peruviano, comprovante la loro qualitá di esperto o tecnico volontario in missione di cooperazione tecnica;

c) fornitura di mezzi di trasporto per i viaggi da effettuarsi all' interno del territorio peruviano per l'espletamento dei compiti di cooperazione ad esso personale demandati o, in difetto, al rimborso del costo dei viaggi stessi secondo le tariffe applicate al personale locale di pari livello;

d) fornitura, da parte delle Autoritá peruviane, di locali di lavoro attrezzati in modo idoneo nonché delle altre facilitazioni necessarie all'espletamento dei compiti di cooperazione ad esso personale demandati;

e) godimento di ferie in misura non inferiore a quanto previsto dall'ordinamento italiano;

f) assistenza sanitaria secondo modalitá che saranno determinate in ogni accordo specifico;

g) esenzione da ogni imposta od onore fiscale sugli emolumenti, remunerazioni ed altre indennitá che siano a carico del Governo italiano;

h) libero trasferimento di detti emolumenti, remunerazioni ed indennitá;

i) inmediata comunicazione, da parte delle Autoritá peruviane all'Ambasciata d'Italia in Perú, in caso di arresto ovvero di istaurazione di procedimento penale nei confronti dell'esperto o del tecnico volontario italiano in missione di cooperazione tecnica o dei familiari a suo carico;

j) lo stabilimento degli esperti e dei tecnici volontari italiani in missione di cooperazione tecnica sará disciplinato dalle leggi peruviane che si troveranno ad essere allora in vigore. I predetti esperti e volontari beneficeranno della franchigia doganale per l'importazione degli effetti personali e del mobilio che porteranno con sé all'atto della prima sistemazione nonché per l'importazione degli effetti personali e del mobilio che giunga come bagaglio non accompagnato entro tre mesi dalla data di arrivo nel Perú dei rispettivi proprietari. I predetti esperti e volontari potranno esportare in franchigia doganale gli effetti personali ed il mobilio di loro proprietá nonché quelli di proprietá dei loro familiari all'atto della loro partenza definitiva dal Perú nonché entro il termine di tre mesi dalla data di cessazione dei loro incarichi nel summenzionato Paese. Gli esperti potranno inoltre acquistare una automobile o una camionetta per passeggeri di produzione peruviana al prezzo di vendita all uscita della fabbrica in esenzione dall'imposta peruviana sui beni e servizi. Il trasferimento di proprietá di dette automobili o camionette per passeggeri potrá avere luogo in esenzione da diritti ed imposte dopo che siano decorsi due anni dalla data di acquisto. Agli anzidetti veicoli saranno assegnate normali targhe di circolazione.

ARTICOLO II

Il presente Protocollo, che viene allegato all'Accordo Generale di Cooperazione Tecnica come Allegato "A", entra in vigore contemporaneamente al predetto Accordo e ad esso si applicheranno le stesse clausole di cui all'Art. XI dell'Accordo medesimo.

Stipulato in Lima il giorno ventisei del mese di gennaio del millenovecentottsntuno in due esemplari, rispettivamente in lingua italiana e spagnola, avendo entrambi i testi identica validitá.

PER IL GOVERNO DELLA REPUBBLICA ITALIANA

ARISTIDE GUNNELLA
Vice Ministro degli Affari Esteri

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 669):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 24 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 10 febbraio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª e 10ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.

Esaminato in aula e approvato il 3 agosto 1988.

Camera dei deputati (atto n. 3111):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1989, con pareri delle commissioni I, II, V, VI e XI.

Esaminato dalla III commissione l'11 gennaio 1989.

Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 1989 (atto n. 3311/*A* - relatore on. PORTATADINO).

Esaminato in aula il 26 aprile 1989 e approvato il 27 aprile 1989.

89G0219

LEGGE 8 maggio 1989, n. 188.

Ratifica ed esecuzione dell'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica democratica tedesca sull'assistenza giudiziaria in materia civile e sullo scambio di atti di stato civile, firmato a Berlino il 10 luglio 1984, con scambio di note effettuato in pari data.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo tra la Repubblica italiana e la Repubblica democratica tedesca sull'assistenza giudiziaria in materia civile e sullo scambio di atti di stato civile, firmato a Berlino il 10 luglio 1984, con scambio di note effettuato in pari data.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli atti internazionali di cui all'articolo 1 a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità all'articolo 31 dell'accordo e allo scambio di note.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 maggio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

ACCORDO TRA LA REPUBBLICA ITALIANA E LA REPUBBLICA DEMOCRATICA TEDESCA SULL'ASSISTENZA GIUDIZIARIA IN MATERIA CIVILE E SULLO SCAMBIO DI ATTI DI STATO CIVILE

La Repubblica Italiana e la Repubblica Democratica Tedesca,

al fine di promuovere la cooperazione tra i due Stati in conformità ai princìpi dell'atto finale della Conferenza per la sicurezza e la cooperazione in Europa,

animate dal desiderio di regolare i rapporti tra i due Stati nel campo dell'assistenza giudiziaria in materia civile e in quello dello scambio di atti di stato civile, hanno convenuto di stipulare il presente Accordo.

A tale scopo hanno designato loro plenipotenziari:

la Repubblica Italiana, S.E. Giulio Andreotti, Ministro degli affari esteri;

la Repubblica Democratica Tedesca, S.E. Oskar Fischer, Ministro degli affari esteri;

i quali hanno concordato quanto segue:

PARTE I
DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1.
(Definizioni).

Ai fini del presente Accordo il significato delle seguenti espressioni è così precisato:

a) l'espressione « materia civile » comprende anche il diritto di famiglia e il diritto del lavoro;

b) l'espressione « autorità giudiziaria » comprende per la R.D.T. anche i Notariati di Stato e i « Referate für Jugendhilfe » (Uffici per la protezione dei giovani).

Articolo 2.
(Persone giuridiche).

Le disposizioni del presente Accordo riguardanti i cittadini delle Parti contraenti valgono – in quanto applicabili – anche per le persone giuridiche costituite in conformità alle leggi di una delle parti e che hanno la loro sede nel territorio di una delle Parti.

ARTICOLO 3.

(Informazioni).

Ciascuna Parte contraente fornirà all'altra, su domanda, informazioni sulle proprie leggi e regolamenti in materia civile e sulla loro applicazione giurisprudenziale.

ARTICOLO 4.

(Modalità delle comunicazioni).

Le autorità giudiziarie delle Parti contraenti comunicano tra di loro per il tramite dei Ministeri della Giustizia, ove il presente Accordo non disponga altrimenti.

PARTE II

TUTELA GIURIDICA

ARTICOLO 5.

(Accesso alle autorità giudiziarie).

I cittadini di ciascuna Parte contraente hanno sul territorio dell'altra Parte libero accesso alle autorità giudiziarie, per la difesa dei loro diritti e interessi, alle stesse condizioni dei cittadini di quest'ultima.

ARTICOLO 6.

(Esenzione dal deposito di cauzione per le spese processuali).

I cittadini di una delle Parti contraenti che compaiono in qualità di attori innanzi alle autorità giudiziarie dell'altra Parte saranno dispensati dalla *cautio judicatum solvi* qualora abbiano la residenza o il domicilio nel territorio di una delle Parti.

ARTICOLO 7.

(Esenzione dalle tasse e dai depositi).

1) Ai cittadini di una delle Parti contraenti è accordata sul territorio dell'altra Parte l'esenzione dalle tasse e dai depositi delle spese processuali, nonché ogni altro beneficio previsto dalle leggi o regolamenti, alle stesse condizioni e nella stessa misura che ai cittadini di quest'ultima Parte.

2) Le esenzioni e i benefici accordati per un procedimento dall'Autorità giudiziaria di una Parte contraente si applicano anche a tutti gli atti processuali che per il medesimo procedimento vengono effettuati dalle Autorità giudiziarie dell'altra Parte contraente.

3) La certificazione relativa alla situazione personale o patrimoniale del richiedente, eventualmente necessaria per la concessione delle esenzioni o benefici, è rilasciata dall'autorità competente della Parte nel cui territorio il richiedente ha la propria residenza.

4) Se il richiedente non ha la residenza nel territorio di nessuna delle Parti contraenti la certificazione può essere rilasciata dalla Rappresentanza diplomatica o consolare della Parte contraente di cui è cittadino, competente per il luogo della sua residenza.

5) L'autorità che rilascia le certificazioni, che le riceve o che deve decidere sulla ammissione alle esenzioni o ai benefici, può chiedere alle autorità dell'altra Parte informazioni complementari.

6) La richiesta concernente le esenzioni e i benefici può essere presentata tramite l'autorità giudiziaria competente della Parte contraente sul cui territorio il richiedente ha la residenza. Tale autorità trasmette, tramite i Ministeri della Giustizia, la richiesta insieme alla certificazione di cui al comma 3, all'autorità giudiziaria competente dell'altra Parte contraente.

PARTE III

ASSISTENZA GIUDIZIARIA

ARTICOLO 8.

(Impegno all'assistenza giudiziaria).

1) Le Parti contraenti si impegnano a concedersi reciprocamente assistenza giudiziaria in materia civile, alle condizioni stabilite dal presente accordo.

2) L'assistenza giudiziaria comprende l'esecuzione di atti processuali, quali la redazione, trasmissione e notificazione di atti, l'audizione delle parti e dei testimoni, l'espletamento di consulenze tecniche e l'acquisizione di altre prove.

ARTICOLO 9.

(Richieste di assistenza giudiziaria).

1) La domanda di assistenza deve indicare:

a) l'autorità giudiziaria che formula la richiesta e, ove possibile, quella alla quale è rivolta;

b) il procedimento al quale essa si riferisce;

c) l'identità delle parti e degli altri soggetti, la loro posizione processuale, la loro cittadinanza, la loro professione o attività, il luogo di residenza o di domicilio;

d) il nome e indirizzo dei rappresentanti legali;

e) l'oggetto della richiesta, gli atti da compiere.

2) La domanda e i documenti allegati devono essere datati, firmati e muniti di sigillo dell'autorità giudiziaria. Non è necessaria alcuna legalizzazione.

ARTICOLO 10.

(Lingue).

Le richieste di assistenza giudiziaria e gli atti connessi saranno redatti nella lingua della Parte richiedente ed accompagnati da traduzione autenticata nella lingua della Parte richiesta.

ARTICOLO 11.

(Esecuzione dell'assistenza).

1) L'esecuzione dell'assistenza giudiziaria si effettua a norma delle leggi della Parte richiesta. Su domanda possono essere adottate forme diverse da quelle previste in tali leggi, purché non siano contrarie ai princìpi fondamentali dell'ordinamento giuridico della Parte richiesta.

2) Su domanda viene data tempestivamente comunicazione del tempo e del luogo di esecuzione degli atti di assistenza giudiziaria La comunicazione può essere effettuata direttamente per servizio postale.

3) Se l'autorità giudiziaria indicata nella richiesta non è competente, o se essa non è indicata, la domanda viene trasmessa all'autorità giudiziaria competente.

4) Se la persona indicata nella domanda non è reperibile all'indirizzo segnalato, la Parte richiesta procede alle ricerche necessarie per accertarne la residenza o il domicilio.

5) La Parte richiesta, se non è possibile dar corso alla domanda, lo comunica alla Parte richiedente, indicandone i motivi e restituendo i relativi atti.

ARTICOLO 12.

(Documentazione dell'avvenuta notifica).

L'avvenuta notifica sarà documentata nelle forme stabilite dall'ordinamento della Parte richiesta. Verranno comunque indicati data e luogo della notifica nonché le generalità della persona alla quale l'atto è stato notificato.

ARTICOLO 13.

(Protezione dei testimoni e degli esperti).

1) Il testimone o il consulente, quale che sia la sua cittadinanza, che a seguito di citazione comunicatagli dalla Parte richiesta compare dinanzi ad una autorità giudiziaria della Parte richiedente, non può essere perseguito penalmente o arrestato per un reato che egli abbia commesso prima di varcare il confine della Parte richiedente, né potrà essere eseguita nei suoi confronti alcuna sentenza penale in precedenza emanata.

2) Un testimone o consulente perde la protezione di cui al comma precedente se non ha lasciato il territorio della Parte richiedente entro 5 giorni dalla data in cui gli sia stato comunicato che la sua presenza non è più necessaria, salvo che il prolungarsi della permanenza sia dovuto a cause indipendenti dalla sua volontà.

ARTICOLO 14.

(Spese).

Le spese derivanti dall'espletamento della domanda di assistenza giudiziaria vengono sostenute dalla Parte richiesta. Le spese per le consulenze tecniche vengono rimborsate dalla Parte richiedente.

ARTICOLO 15.

(Rifiuto di assistenza).

L'assistenza giudiziaria può essere rifiutata se l'espletamento della richiesta:

a) non rientra nella competenza dell'autorità giudiziaria della Parte richiesta;

b) potrebbe causare pregiudizio alla sovranità o sicurezza o sarebbe contraria ai princìpi fondamentali dell'ordinamento giuridico della Parte richiesta.

ARTICOLO 16.

(Competenza delle Rappresentanze diplomatiche e consolari).

Ciascuna Parte contraente può effettuare notifiche di atti ai propri cittadini e procedere, senza mezzi coercitivi, alla loro audizione a mezzo delle proprie Rappresentanze diplomatiche o consolari.

PARTE IV

ATTI

ARTICOLO 17.

(Esenzione dalla legalizzazione).

Sono esenti da legalizzazione gli atti, le copie e le autenticazioni di firme, redatti o certificati conformi da una pubblica autorità o da una persona autorizzata a norma della legge di una Parte contraente, e muniti di firma e sigillo ufficiale, da esibire sul territorio dell'altra Parte.

ARTICOLO 18.

(Scambio di atti di stato civile).

1) Ciascuna Parte contraente trasmette all'altra, in esenzione da spese, gli atti di stato civile, e annotazioni connesse, relativi ad eventi, verificatisi dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, concernenti cittadini di quest'ultima Parte.

2) Gli atti vengono trasmessi trimestralmente da ciascuna Parte alle Rappresentanze diplomatiche o consolari dell'altra Parte. Gli atti di morte sono trasmessi senza indugio.

ARTICOLO 19.

(Trasmissione di atti di stato civile su richiesta).

Nei limiti previsti dalla propria legislazione in materia, ciascuna Parte, su motivata domanda, e in esenzione da spese, trasmette all'altra, per via diplomatica, gli atti di stato civile riguardanti i cittadini di tale Parte e relativi ad eventi avvenuti anteriormente all'entrata in vigore del presente accordo, e comunica, tramite i Ministeri della Giustizia, le decisioni giudiziarie concernenti lo stato civile dei cittadini di quest'ultima Parte.

PARTE V

ASSISTENZA PER L'OTTENIMENTO DEGLI ALIMENTI

ARTICOLO 20.

(Estensione dell'assistenza).

1) Ciascuna Parte contraente concede all'altra, su domanda, a norma del presente Accordo, assistenza per l'ottenimento degli alimenti dovuti ai cittadini di quest'ultima Parte.

2) Tale assistenza comprende l'accertamento dell'indirizzo, dell'attività professionale e delle condizioni economiche della persona che si trovi nel territorio della Parte richiesta e nei cui confronti vengano avanzate rivendicazioni alimentari.

3) L'assistenza per i minorenni comprende anche:

a) l'invito alla persona tenuta agli alimenti ad assolvere al proprio obbligo;

b) l'instaurazione di una procedura per l'accertamento della paternità ai fini della corresponsione degli alimenti o di una procedura per la modifica di una decisione relativa agli alimenti.

Articolo 21.

(Modalità delle comunicazioni).

1) La domanda di assistenza per l'ottenimento degli alimenti è trasmessa dall'organo competente della Parte richiedente all'organo competente della Parte richiesta.

2) Organo competente è per la Repubblica Italiana il Ministero dell'Interno, per la Repubblica Democratica Tedesca il Ministero della Giustizia.

Articolo 22.

(Contenuto e forma della domanda).

1) La domanda di assistenza per l'ottenimento degli alimenti deve contenere i dati seguenti:

a) generalità, data e luogo di nascita, cittadinanza o domicilio dell'avente diritto e, ove occorra, generalità e indirizzo del rappresentante legale;

b) generalità e, se noti, luogo e data di nascita, indirizzo, cittadinanza, attività professionale della persona nei cui confronti sono avanzate rivendicazioni alimentari;

c) indicazione dei motivi della richiesta nonché dell'ammontare degli alimenti richiesti.

2) Se la persona indicata nella domanda non è reperibile all'indirizzo segnalato, o se l'indirizzo non è menzionato, la Parte richiesta procede alle ricerche necessarie per accertarne la residenza o il domicilio.

3) Alla domanda devono essere allegati tutti i documenti rilevanti, ivi compresa eventuale procura che autorizzi l'organo competente ad agire in rappresentanza dell'avente diritto ed eventualmente a designare a tal fine un altro procuratore.

Articolo 23.

(Attività degli organi competenti).

1) L'organo competente della Parte richiesta, a seguito della domanda di assistenza, adotta, nei limiti derivanti dalle norme del proprio ordinamento, le misure per l'ottenimento degli alimenti.

2) Tale organo informa l'organo competente dell'altra Parte delle misure adottate e del loro esito. Qualora non sia stato possibile effettuare alcun adempimento, lo comunica indicandone i motivi e restituendo i relativi atti.

PARTE VI

RICONOSCIMENTO ED ESECUZIONE DELLE DECISIONI IN MATERIA DI ALIMENTI E DI SPESE PROCESSUALI

Articolo 24.

(Decisioni da riconoscere ed eseguire).

1) Ciascuna Parte contraente riconosce ed esegue alle condizioni stabilite dal presente Accordo, le decisioni in materia di alimenti pronunciate dalle autorità giudiziarie dell'altra Parte.

2) Tra le decisioni di cui al comma precedente sono comprese anche le transazioni giudiziarie concernenti i pagamenti di alimenti nonché le decisioni per le relative spese processuali.

Articolo 25.

(Condizioni per il riconoscimento e l'esecuzione).

1) Le decisioni vengono riconosciute ed eseguite in presenza delle seguenti condizioni:

a) la decisione ha valore di cosa giudicata ed ha forza esecutiva a norma delle leggi della Parte richiedente;

b) l'autorità giudiziaria che ha pronunciato la decisione era competente nel procedimento ai sensi dell'articolo 26;

c) la parte soccombente è stata citata regolarmente e in tempo utile a norma delle leggi della Parte richiedente;

d) per la stessa controversia, tra le medesime parti non è già stata emanata una sentenza definitiva dalle autorità giudiziarie della Parte richiesta o presso tali autorità non è pendente un procedi-

mento sulla stessa controversia iniziato anteriormente all'introduzione del procedimento davanti alle autorità giudiziarie della Parte richiedente;

e) il riconoscimento e l'esecuzione non sono contrari ai princìpi fondamentali dell'ordinamento giuridico della Parte richiesta.

2) Nella decisione sul riconoscimento e l'esecuzione la Parte richiesta si limita a stabilire se ricorrano le condizioni previste dal comma 1 del presente articolo e dell'articolo 27.

ARTICOLO 26.

(Competenza).

Le autorità giudiziarie della Parte richiedente sono considerate competenti ai sensi del presente Accordo se al momento dell'avvio del procedimento l'attore oppure il convenuto avevano la propria residenza sul territorio di tale Parte.

ARTICOLO 27.

(Domande di esecuzione).

1) La domanda di esecuzione di una decisione può essere presentata presso l'autorità giudiziaria di prima istanza della Parte richiedente. L'inoltro all'autorità giudiziaria della Parte richiesta avviene per il tramite dei Ministeri della Giustizia.

2) Alla domanda devono essere allegati:

a) copia della decisione con l'attestazione del valore di cosa giudicata e della forza esecutiva;

b) attestazione che la parte soccombente è stata citata regolarmente e in tempo utile a norma delle leggi della Parte richiedente;

c) traduzione autenticata dei documenti indicati alle lettere *a)* e *b)* nella lingua della Parte richiesta.

ARTICOLO 28.

(Procedura).

La procedura per il riconoscimento e l'esecuzione della decisione è regolata dalle leggi della Parte richiesta.

ARTICOLO 29.

(Esecuzione delle decisioni relative alle spese).

1) Se una parte in causa, esentata dalla prestazione della *cautio judicatum solvi* per le spese processuali ai sensi dell'articolo 6, viene condannata al pagamento delle spese processuali con una decisione

passata in giudicato ed esecutiva pronunciata dall'autorità giudiziaria di uno degli Stati contraenti, tale decisione sulle spese, su domanda dell'altra parte in causa, verrà eseguita nel territorio dell'altro Stato in esenzione da spese.

2) Tra le decisioni di cui al comma precedente sono compresi anche i provvedimenti sulla liquidazione delle spese.

3) Alla domanda e alla procedura di esecuzione si applicano rispettivamente le disposizioni degli articoli 27 e 28.

4) L'autorità giudiziaria che decide sulla esecuzione della sentenza ai sensi del comma 1 si limita a verificare se la decisione sulle spese è passata in giudicato ed è esecutiva.

PARTE VII

DISPOSIZIONI FINALI

ARTICOLO 30.

Il presente Accordo è soggetto a ratifica. Lo scambio degli strumenti di ratifica avrà luogo a Roma.

ARTICOLO 31.

1) Il presente Accordo entrerà in vigore trenta giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica.

2) Ogni Stato contraente può denunciare il presente Accordo. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la sua notifica all'altro Stato contraente.

Fatto in doppio esemplare a Berlino il 10 luglio 1984 ciascuno nelle lingue italiana e tedesca, entrambi i testi facenti ugualmente fede.

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

Sua Eccellenza
Oskar Fischer
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Democratica Tedesca

Berlino, 10 luglio 1984

Eccellenza,

ho l'onore di riferirmi all'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Democratica Tedesca sull'assistenza giudiziaria in materia civile e lo scambio di atti di stato civile, firmato in data odierna a Berlino, e di proporLe quanto segue:

Le due Parti contraenti applicano le disposizioni dell'Accordo, e in particolare gli articoli 5, 6, 7, 16, 18, 19 e 20, sulla base dei princìpi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, tra i quali è compreso il diritto sovrano di ogni Stato di determinare le condizioni per l'acquisizione, il mantenimento e la perdita della propria cittadinanza.

La prego di confermarmi il Suo accordo su quanto precede. Propongo che questa intesa entri in vigore alla stessa data dell'Accordo sull'assistenza giudiziaria in materia civile e lo scambio di atti di stato civile.

Voglia gradire, Eccellenza, l'espressione della mia altissima considerazione.

GIULIO ANDREOTTI
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Italiana

Sua Eccellenza
Giulio Andreotti
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Italiana

Berlino, 10 luglio 1984

Eccellenza,

confermo la ricezione della Sua lettera in data odierna, del seguente tenore:

« ho l'onore di riferirmi all'Accordo tra la Repubblica Italiana e la Repubblica Democratica Tedesca sull'assistenza giudiziaria in materia civile e lo scambio di atti di stato civile, firmato in data odierna a Berlino, e di proporLe quanto segue:

Le due Parti contraenti applicano le disposizioni dell'Accordo, e in particolare gli articoli 5, 6, 7, 16, 18, 19 e 20, sulla base dei princìpi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, tra i quali è compreso il diritto sovrano di ogni Stato di determinare le condizioni per l'acquisizione, il mantenimento e la perdita della propria cittadinanza.

La prego di confermarmi il Suo accordo su quanto precede. Propongo che questa intesa entri in vigore alla stessa data dell'Accordo sull'assistenza giudiziaria in materia civile e lo scambio di atti di stato civile »

Sono autorizzato a dichiarare che la Sua lettera e questa risposta costituiscono un accordo tra la Repubblica Democratica Tedesca e la Repubblica Italiana che sarà parte integrante dell'Accordo tra i nostri due Stati.

Voglia gradire, Eccellenza, l'espressione della mia altissima considerazione.

OSKAR FISCHER
Ministro degli Affari Esteri
della Repubblica Democratica Tedesca

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 642):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 19 novembre 1987.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 21 gennaio 1988, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª e 6ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 16 giugno 1988.

Relazione scritta annunciata il 20 luglio 1988 (atto n. 642/*A* - relatore sen. GRAZIANI).

Esaminato in aula e approvato il 3 agosto 1988.

Camera dei deputati (atto n. 3110):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 13 settembre 1988, con pareri delle commissioni I, II, V e VII.

Esaminato dalla III commissione l'11 gennaio 1989.

Relazione scritta annunciata il 23 gennaio 1989 (atto n. 3110/*A* - relatore on. SCALFARO).

Esaminato in aula il 26 aprile 1989 e approvato il 27 aprile 1989.

89G0220

LEGGE 8 maggio 1989, n. 189.

Ratifica ed esecuzione della convenzione OIL n. 160 sulle statistiche del lavoro, e relativa raccomandazione, adottata a Ginevra il 25 giugno 1985 nel corso della 71ª sessione della Conferenza generale dei rappresentanti degli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione OIL n. 160 sulle statistiche del lavoro, e relativa raccomandazione, adottata a Ginevra il 25 giugno 1985 nel corso della 71ª sessione della Conferenza generale dei rappresentanti degli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione OIL n. 160 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto previsto dall'articolo 20 della convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 maggio 1989

COSSIGA

DE MITA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
ANDREOTTI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* VASSALLI

Conférence internationale du Travail

CONVENTION 160

CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL,
ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE À SA SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION,
GENÈVE, 25 JUIN 1985

TEXTE AUTHENTIQUE

Convention 160

CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les statistiques du travail, 1985.

I. Dispositions generales

Article 1

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à régulièrement recueillir, compiler et publier des statistiques de base du travail qui devront, en tenant compte de ses ressources, progressivement s'étendre aux domaines suivants:

a) la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-emploi visible;

b) la structure et la répartition de la population active, afin de pouvoir procéder à des analyses approfondies et de disposer de données de calage;

c) les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) et, quand cela est approprié, les taux de salaire au temps et la durée normale du travail;

d) la structure et la répartition des salaires;

e) le coût de la main-d'œuvre;

f) les indices des prix à la consommation;

g) les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles;

h) les lésions professionnelles et, autant que possible, les maladies professionnelles;

i) les conflits du travail.

Article 2

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les Membres doivent prendre en considération les normes et les directives les plus récentes établies sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail.

Article 3

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, lorsqu'elles existent, doivent être consultées, pour que leurs besoins soient pris en compte et que leur collaboration soit assurée.

Article 4

Rien dans la présente convention n'impose l'obligation de publier ou de révéler des données qui entraineraient, d'une quelconque façon, la divulgation de renseignements relatifs à une unité statistique individuelle telle qu'une personne, un ménage, un établissement ou une entreprise.

Article 5

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à communiquer au Bureau international du Travail, dès que cela est réalisable, les statistiques compilées et publiées en vertu de la convention, et des informations concernant leur publication, et en particulier:

a) les renseignements appropriés aux moyens de diffusion utilisés (titres et numéros de référence dans le cas de publications imprimées ou descriptions équivalentes dans le cas de données diffusées sous toute autre forme);

b) les dates ou les périodes les plus récentes pour lesquelles les différentes sortes de statistiques sont disponibles et les dates de leur publication ou diffusion.

Article 6

Des descriptions détaillées des sources, des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés lors de la collecte et de la compilation des statistiques conformément à la présente convention doivent être:

a) produites et mises à jour pour refléter les changements significatifs;

b) communiquées au Bureau international du Travail dès que cela est réalisable;

c) publiées par l'organisme national compétent.

II. Statistiques de base du travail

Article 7

Des statistiques courantes sur la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-emploi visible doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 8

Pour pouvoir procéder a des analyses approfondies et disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 9

1. Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) doivent être compilées pour toutes les catégories importantes de salariés et toutes les branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

2. Quand cela est approprié, des statistiques sur les taux de salaire au temps et la durée normale du travail doivent être compilées pour des professions ou des groupes de professions importants dans des branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 10

Des statistiques sur la structure et la répartition des salaires doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes.

Article 11

Des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes. Ces statistiques doivent, si possible,

être compatibles avec les données sur l'emploi et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) couvrant le même champ.

Article 12

Des indices des prix à la consommation doivent être calculés afin de mesurer les variations dans le temps des prix d'articles représentatifs des habitudes de consommation de groupes de population significatifs ou de l'ensemble de la population.

Article 13

Des statistiques sur les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, sur les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles doivent être compilées pour toutes les catégories et tailles de ménages privés ou de familles, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 14

1. Des statistiques sur les lésions professionnelles doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

2. Des statistiques sur les maladies professionnelles doivent, autant que possible, être compilées pour toutes les branches d'activité économique, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 15

Des statistiques sur les conflits du travail doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

III. Acceptation des obligations

Article 16

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention doit accepter, en vertu des obligations générales qui font l'objet de la partie I, les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II.

2. Tout Membre doit spécifier, dans sa ratification, l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il accepte les obligations découlant de la présente convention.

3. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut par la suite notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II qui n'ont pas déjà été spécifiés dans sa ratification. Ces notifications auront force de ratification dès la date de leur communication.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention doit exposer, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux domaines couverts par les articles de la partie II pour lesquels il n'a pas accepté les obligations découlant de la convention, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet aux dispositions de la convention en ce qui concerne ces domaines.

Article 17

1. Tout Membre peut, dans un premier temps, limiter le champ des statistiques visées par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la présente convention à certaines catégories de travailleurs, certains secteurs de l'économie, certaines branches d'activité économique ou certaines régions géographiques.

2. Tout Membre qui limite le champ des statistiques en application du paragraphe 1 ci-dessus doit indiquer, dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'article ou les articles de la partie II auxquels s'applique cette limitation, en en précisant la nature et les raisons; il doit exposer dans ses rapports ultérieurs les progrès qui ont pu être réalisés ou qu'il se propose de réaliser pour inclure d'autres catégories de travailleurs, secteurs de l'économie, branches d'activité économique et régions géographiques.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre peut, chaque année, dans une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail dans le mois qui suit la date de la mise en vigueur initiale de la convention, apporter sur le plan technique des limitations ultérieures au champ des statistiques couvertes par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la convention. Ces déclarations prendront effet une année après avoir été enregistrées. Tout Membre qui introduit de telles limitations devra fournir, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, les détails mentionnés au paragraphe 2 du présent article.

Article 18

La présente convention révise la convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938.

IV. Dispositions finales

Article 19

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 20

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 21

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre qui a ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de cinq ans après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail, retirer son acceptation des obligations découlant de la

convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II, à condition qu'il maintienne son acceptation de ces obligations en ce qui concerne au moins l'un de ces articles. Cette déclaration ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

4. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, ne fera pas usage de la faculté prévue dans ledit paragraphe sera lié par les articles de la partie II en vertu desquels il a accepté les obligations découlant de la convention pour une nouvelle période de cinq ans et, par la suite, peut retirer son acceptation de ces obligations à l'expiration de chaque période de cinq ans dans les conditions prévues au présent article.

Article 22

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 23

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétariat général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 24

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 25

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 21 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 26

Les versions francaise et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa Soixante et onzième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1985.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1985:

The President of the Conference,
Le Président de la Conférence,

M. ENNACEUR

The Director-General of the International Labour Office,
Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

Conférence internationale du Travail

RECOMMANDATION 170

RECOMMANDATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL,
ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE À SA SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION,
GENÈVE, 25 JUIN 1985

TEXTE AUTHENTIQUE

Recommandation 170

RECOMMANDATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième session;

Reconnaissant la nécessité d'avoir des statistiques du travail fiables, à la fois dans les pays développés et les pays en développement, particulièrement pour la planification et le contrôle du progrès économique et social ainsi que pour les relations professionnelles;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une recommandation complétant la convention sur les statistiques du travail, 1985,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, la recommandation ci-après, qui sera dénommée Recommandation sur les statistiques du travail, 1985.

I. Statistiques de base du travail

Statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi

1. (1) Des statistiques courantes sur la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu et, si possible, le sous-emploi visible devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties selon le sexe et, si possible, selon le groupe d'âge et la branche d'activité économique.

2. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme d'analyses approfondies et de disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active devraient être compilées au moins une fois tous les dix ans.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon le sexe, le groupe d'âge, le groupe de professions ou le niveau de qualification, la branche d'activité économique, la région géographique et la situation dans la profession (telle qu'employeur, personne travaillant à son propre compte, salarié, travailleur familial non rémunéré, membre d'une coopérative de producteurs).

Statistiques sur les salaires et la durée du travail

3. (1) Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et le sexe, s'il y a lieu la taille de l'établissement et la région géographique et, si possible, selon le groupe d'âge et le groupe de professions ou le niveau de qualification.

4. (1) Quand cela est approprié, des statistiques courantes sur les taux de salaire au temps et la duree normale du travail devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, s'il y a lieu, selon le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification, la taille de l'établissement et la région géographique.

5. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme d'analyses approfondies et de disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition des salaires devraient être compilées à des intervalles réguliers, si possible une fois tous les cinq ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir:

a) des données sur les gains et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) réparties au moins selon le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification, la branche d'activité économique, la taille de l'établissement et la région géographique;

b) des données détaillées sur la composition des gains (telles que rémunération au taux de base, majorations pour heures supplémentaires, rémunération des heures non effectuées, primes et gratifications) et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées);

c) des données sur la répartition des salariés selon leurs niveaux de gains et de durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées), ventilées selon des caractéristiques importantes des salariés, telles que le sexe et le groupe d'âge.

6. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme, des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre devraient être compilées au moins une fois tous les cinq ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir des données sur le niveau et la composition du coût de la main-d'œuvre réparties selon la branche d'activité économique.

Indices des prix à la consommation

7. (1) Un indice général des prix à la consommation, couvrant tous les postes de dépenses, devrait être calculé et publié pour des groupes significatifs de la population ou pour l'ensemble de la population.

(2) Des indices des prix à la consommation devraient être publiés séparément pour des postes importants de dépenses de consommation tels qu'alimentation, boissons et tabacs, habillement et chaussures, logement, combustibles et éclairage, et autres catégories significatives.

8. Les indices des prix à la consommation devraient être calculés et publiés si possible une fois par mois, mais au moins une fois tous les trois mois.

9. Les pondérations utilisées pour calculer les indices des prix à la consommation devraient être revues au moins une fois tous les dix ans et ajustées lorsque des changements significatifs dans les habitudes de consommation sont constatés.

10. Les prix utilisés pour calculer les indices des prix à la consommation devraient être représentatifs des habitudes d'achat des groupes de population intéressés (par exemple en ce qui concerne les points de vente et la nature et la qualité des articles).

Statistiques sur les dépenses et les revenus des ménages

11. (1) Des statistiques sur les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles devraient être compilées au moins une fois tous les dix ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir, entre autres, pour les ménages ou les familles selon le cas:

a) des données détaillées sur les dépenses;

b) si possible, des données détaillées sur les revenus répartis selon le niveau et la provenance;

c) des données détaillées sur leur composition selon le sexe, le groupe d'âge et d'autres caractéristiques significatives de leurs membres;

d) des données sur les dépenses et, si possible, sur les revenus, réparties selon la taille et la catégorie, les classes de dépenses et, si possible, les classes de revenus.

Statistiques sur les lésions professionnelles et les maladies professionnelles

12. (1) Des statistiques sur les lésions professionnelles devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, autant que possible, selon les caractéristiques significatives des salariés (par exemple le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification) et des établissements.

13. (1) Des statistiques sur les maladies professionnelles devraient, autant que possible, être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, autant que possible, selon les caractéristiques significatives des salariés (par exemple le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification) et des établissements.

Statistiques sur les conflits du travail

14. (1) Des statistiques sur les conflits du travail devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique.

Statistiques sur la productivité

15. Des statistiques sur la productivité devraient être progressivement développées et compilées pour des branches d'activité économique importantes.

II. INFRASTRUCTURE STATISTIQUE

16. Aux fins de la collecte et de la compilation des statistiques du travail en application de la partie I de la présente recommandation, tout Membre devrait progressivement développer l'infrastructure statistique nationale appropriée. Les éléments principaux d'une telle infrastructure devraient inclure:

a) une liste exhaustive et tenue à jour des établissements ou des entreprises, qui devrait répondre aux besoins des enquêtes ou des recensements, et être suffisamment détaillée pour permettre la sélection d'échantillons d'établissements ou d'entreprises;

b) un système coordonné pour la réalisation d'enquêtes ou de recensements des établissements ou des entreprises;

c) un dispositif permettant de réaliser, à l'échelon national, un ensemble d'enquêtes, continues et coordonnées, auprès des ménages ou des personnes;

d) l'accès, à des fins statistiques, aux sources administratives (telles que celles des services de l'emploi, des organisations de sécurité sociale ou des services de l'inspection du travail), sous réserve de garanties appropriées quant à leur utilisation confidentielle.

17. Tout Membre devrait établir des classifications types appropriées au niveau national et devrait encourager et coordonner l'application de ces classifications, autant que possible, par tous les organismes intéressés.

18. Tout Membre devrait prendre les mesures nécessaires afin d'harmoniser les statistiques compilées, conformément aux dispositions de la présente recommandation, à partir de différentes sources ou par divers organismes.

19. (1) Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques prévues par la présente recommandation, les Membres devraient prendre en considération les recommandations internationales sur les statistiques du travail établies sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail et les recommandations pertinentes d'autres organisations internationales compétentes.

(2) Tout Membre devrait revoir et, s'il y a lieu, réviser ou mettre à jour les concepts, les définitions et les classifications utilisés lors de la compilation des statistiques du travail conformément à la présente recommandation lorsque les normes et les directives internationales pertinentes font l'objet d'une révision ou que de nouvelles normes ou directives sont établies.

20. Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques prévues par la convention sur les statistiques du travail, 1985, et par la présente recommandation, les Membres pourront solliciter l'aide du Bureau international du Travail.

Le texte qui précède est le texte authentique de la recommandation dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa Soixante et onzième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1985.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1985:

The President of the Conference,
Le Président de la Conférence,

M. ENNACEUR

The Director-General of the International Labour Office,
Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

Visto, *il Ministro degli affari esteri*
ANDREOTTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 160

CONVENZIONE SULLE STATISTICHE DEL LAVORO

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,
Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 7 giugno 1985, nella sua settantunesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla revisione della Convenzione (n. 63) sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938, questione che costituisce il quinto punto all'ordine del giorno della sessione;
Considerando che tali proposte dovrebbero assumere la forma di una Convenzione internazionale,
adotta, il venticinque giugno millenovecentottantacinque, la seguente Convenzione, la quale sarà denominata Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985.

I. DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione si impegna a raccogliere, compilare e pubblicare con regolarità, statistiche di base del lavoro le quali dovranno, in considerazione delle sue risorse, includere gradualmente i seguenti settori:

a) popolazione attiva, impiego, disoccupazione se opportuno, e, qualora possibile, sotto-occupazione apparente;

b) struttura e ripartizione della popolazione attiva, al fine di poter procedere ad analisi approfondite e disporre di dati di base;

c) guadagni medi e durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) e, se opportuno, i tassi salariali riferiti al tempo e alla durata normale del lavoro;

d) struttura e ripartizione dei salari;

e) costo della mano d'opera;

f) indici dei prezzi al consumo;

g) le spese domestiche e, se opportuno, le spese delle famiglie nonché, se possibile, i redditi domestici o, se del caso, i redditi delle famiglie;

h) le lesioni professionali e, per quanto possibile, le malattie professionali;

i) le conflittualità di lavoro.

Articolo 2

Nell'elaborare o rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzat per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche richieste ai sensi della presente Convenzione, i Membri debbono tener conto delle norme e delle più recenti direttive stabilite sotto gli auspici della Organizzazione internazionale del Lavoro.

Articolo 3

Nell'elaborare o rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche richieste in virtù della presente Convenzione, debbono essere consultate le organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro dei lavoratori, qualora esistano, al fine di prendere in considerazione le loro esigenze e di assicurare la loro collaborazione.

Articolo 4

Non vi è alcunché nella presente Convenzione che imponga l'obbligo di pubblicare o di rivelare dati che comporterebbero in qualunque modo divulgazione di informazioni relative ad una unità statistica individuale come una persona, un nucleo familiare, un Ente o una azienda.

Articolo 5

Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione si impegna a comunicare all'Ufficio Internazionale del Lavoro, non appena ciò sia possibile, le statistiche compilate e pubblicate in virtù della Convenzione, e le informazioni relative alla loro pubblicazione, in particolare:

a) informazioni relative ai mezzi di divulgazione utilizzati(titoli e numeri diriferimento nel caso di pubblicazioni stampate o descrizio-

ni equivalenti nel caso di dati divulgati sotto ogni altra forma);

b) le date o i periodi più recenti ai quali sono disponibili i vari tipi di statistiche, nonché le date della loro pubblicazione o divulgazione.

Articolo 6.

Descrizioni dettagliate delle fonti, dei concetti, delle definizioni e della metodologia utilizzate per la raccolta e la compilazione delle statistiche ai si della presente Convenzione, debbono essere:-

a) elaborate e aggiornate al fine di rispecchiare mutamenti significativi;

b) comunicate all'Ufficio Internazionale del Lavoro non appena possibile;

c) pubblicate dall'ente nazionale competente.

II. STATISTICHE DI BASE DEL LAVORO

Articolo 7

Debbono essere compilate, in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese statistiche correnti sulla popolazione attiva, il lavoro, la disoccupazione se opportuno e, ove possibile, la sotto-occupazione apparente.

Articolo 8

Al fine di poter procedere ad analisi approfondite e disporre di dati di base, debbono essere compilate statistiche sulla struttura e sulla ripartizione della popolazione attiva, in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese.

Articolo 9

1. Debbono essere compilate per tutte le categorie importanti di salariati, e per tutti i settori di rilievo dell'attività economica, statistiche correnti sui guadagni medi e la durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite), in maniera da rappresentare la globalità del Paese.

2. Qualora ciò sia opportuno, dovranno essere compilate statistiche sui tassi salariali riferiti ai tempi ed alla durata normale del lavoro relative a professioni o a gruppi di professione importanti, appartenenti a settori di rilievo dell'attività economica, in maniera da configurare il Paese nella sua globalità.

Articolo 10

Debbono essere compilate statistiche sulla struttura e sulla ripartizione dei salari riguardo a settori di rilievo dell'attività economica.

Articolo 11

Debbono essere compilate statistiche sul costo della mano d'opera per i settori di rilievo dell'attività economica. Dette statistiche debbono, ove possibile, essere compatibili con i dati sull'impiego e la durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) relativi allo stesso settore.

Articolo 12

Debbono essere elaborati indici di prezzi al consumo per misurare le variazioni nel tempo dei prezzi di articoli rappresentativi degli usi di consumo di gruppi significativi della popolazione, o della popolazione nel suo insieme,

Articolo 13

Debbono essere compilate, per i nuclei familiari privati o famiglie di ogni categoria e dimensione, statistiche concernenti le spese domestiche o, se opportuno, le spese delle famiglie, e, se possibile, i redditi domestici o, se opportuno,i redditi delle famiglie, in modo tale da configurare il paese nella sua globalità.

Articolo 14

1. Debbono essere compilate statistiche sulle lesioni professionali, in maniera da fornire una rappresentazione globale del paese, se possibile per tutti i settori dell'attività economica.

2. Debbono essere compilate, per quanto possibile, e in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese, statistiche sulle malattie professionali per tutti i settori dell'attività economica.

Articolo 15

Debbono essere compilate statistiche sui conflitti di lavoro in modo da fornire una rappresentazione globale del Paese, se possibile, per tutti i settori dell'attività economica.

III. ACCETTAZIONE DEGLI OBBLIGHI

Articolo 16

1. Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione deve accettare, in virtù degli obblighi generali di cui alla Parte I, gli obblighi derivanti dalla Convenzione riguardo ad uno o più degli articoli della Parte II.

2. Ciascun Membro deve specificare, nella propria ratifica, l'articolo o gli articoli della parte II, per i quali accetta gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione.

3. Ciascun Membro che ha ratificato la presente Convenzione può in seguito notificare al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro che accetta gli obblighi derivanti dalla Convenzione per quanto concerne uno o più degli articoli della Parte II che non sono già stati specificati nella sua ratifica; Dette notifiche avranno valore di ratifica a decorrere dalla data della lorocomunicazione.

4. Ciascun Membro che ha ratificato la presente Convenzione deve esporre nei rapporti sulll'applicazione della Convenzione che presenterà ai sensi dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, quanto previsto dalla sua legislazione e prassi nazionale nei confronti dei settori considerati dagli articoli della Parte II, riguardo

ai quali non ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione, precisando in quale misura siano state attuate, o ci si proponga di attuare, le disposizioni della Convenzione concernenti tali settori.

Articolo 17

1. Ciascun Membro, può, in un primo tempo, limitare il campo di applicazione delle statistiche di cui all'articolo o agli articoli della Parte II, per i quali esso ha accettato gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione, a talune categorie di lavoratori, taluni settori dell'economia, taluni rami dell'attività economica, o talune regioni geografiche.

2. Ciascun Membro il quale limiti il campo di applicazione delle sue statistiche, in applicazione del paragrafo 1 di cui sopra, deve indicare, nel primo rapporto sull'applicazione della Convenzione, che presenterà in virtù dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, l'articolo o gli articoli della Parte II cui si applica la suddetta limitazione, precisando la natura e le ragioni di detta limitazione della sua applicazione; nei suoi successivi rapporti esso dovrà esporre i progressi che sono stati realizzati, o che si propone di realizzare al fine di includere altre categorie di lavoratori, settori dell'economia, rami dell'attività economica e regioni geografiche.

3. Dopo aver consultato le organizzazioni rappresentative interessate dei datori di lavoro e dei lavoratori, ciascun Membro può, ogni anno, in una dichiarazione comunicata al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro nel mese successivo alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, apporre ulteriori limitazioni di natura tecnica al campo di applicazione delle statistiche di cui all'articolo o agli articoli della Parte II per i quali ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione. Le suddette dichiarazioni avranno effetto un anno dopo la loro registrazione. Ogni Membro il quale inserisca tali limitazioni, dovrà fornire, nei suoi rapporti sull'applicazione della Convenzione, che presenterà ai sensi dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, i dettagli di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 18

La presente Convenzione modifica la Convenzione sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938.

IV. DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 19

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro per la registrazione.

Articolo 20

1. La presente Convenzione sarà vincolante solo per quei Membri dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore Generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo la registrazione, da parte del Direttore Generale, delle ratifiche di due Stati Membri.

3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore, per ciascun Membro, dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

Articolo 21

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione, può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni successivo alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante un atto inviato al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro e da esso registrato. La denuncia avrà effetto soltanto un anno dopo la data di registrazione.

2. Ciascun Membro, il quale abbia ratificato la presente Convenzione, e che, entro l'anno successivo alla scadenza del decennio di cui al paragrafo precedente, non si sia avvalso della facoltà di denuncia prevista al presente articolo, sarà vincolato per un ulteriore periodo di dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione allo scadere di ogni decennio alle condizioni previste dal presente articolo.

3. Dopo aver consultato le organizzazioni rappresentative interessate dei datori di lavoro e dei lavoratori, ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può, allo scadere di un periodo di cinque anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante una dichiarazione inviata al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro, ritirare la propria accettazione degli obblighi derivanti dalla Convenzione riguardo a uno o più articoli della parte II, sempre che mantenga la sua accettazione di tali obblighi per quanto riguarda almeno uno di tali articoli. Detta dichiarazione avrà effetto soltanto un anno dopo la sua data di registrazione.

4. Ogni Membro il quale abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro l'anno successivo allo scadere del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 3 di cui sopra, non si sia avvalso della facoltà prevista nel suddetto paragrafo, sarà vincolato dagli articoli della Parte II, in virtù dei quali esso ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione per un nuovo periodo di cinque an e, successivamente, potrà ritirare la sua accettazione di tali obblighi allo scadere di ogni quinquennio, alle condizioni stabilite al presente articolo.

Articolo 22

1. Il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri della Organizzazione Internazionale del Lavoro, la registrazione di tutte le ratifiche e denuncie che gli saranno state comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore Generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data alla quale la presente Convenzione entrerà in vigore.

Articolo 23

Il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro comunicherà al Segretariato Generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete riguardo a tutte le ratifiche ed atti di denuncia da esso registrate in conformità con gli articoli precedenti.

Articolo 24

Ogni qualvolta lo giudichi necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro sottoporrà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà l'opportunità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

Articolo 25

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova Convenzione che modifica in tutto o in parte la presente Convenzione, ed a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova Convenzione modificata comporterà ipso iure, nonostante quanto previsto all'articolo 21 di cui sopra, la denuncia immediata della presente Convenzione, subordinatamente al fatto che la nuova Convenzione modificata sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione modificata, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione rimarrà in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'abbiano ratificata e che non abbiano ratificato la Convenzione modificata.

Articolo 26

Fanno ugualmente fede i testi francese ed inglese della presente Convenzione.

Il testo precedente è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza Generale della Organizzazione Internazionale del Lavoro nella sua settantunesima sessione svoltasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 27 giugno 1985.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, il ventisette giugno 1985

Il Presidente della Conferenza

M. ENNACEUR

Il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro

FRANCIS BLANCHARD

RACCOMANDAZIONE 170

RACCOMANDAZIONE RELATIVA ALLE STATISTICHE DEL LAVORO

La Conferenza Generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro,
Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro eivi riunitasi il 7 giugno 1985, nella sua settantunesima sessione;

Riconoscendo la necessità di avere statistiche del lavoro affidabili, sia nei paesi progrediti che nei paesi in via di sviluppo, in particolare per la pianificazione ed il controllo del progressoeconomico e sociale, nonché per le relazioniprofessionali;

Dopo aver deciso di adottare varie proposte relative alla modifica della Convenzione (n° 63) sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938, questione che costituisce il quinto punto all'ordine del giorno della sessione;
Dopo aver deciso che tali proposte sarebberoformulate sotto forma di una Raccomandazione la quale completi la Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985,
adotta, il venticinque giugno millenovecenottantacinque, la seguente Raccomandazione, la quale sarà denominata Raccomandazione sulle statistiche del lavoro, 1985.

I. STATISTICHE DI BASE DEL LAVORO

Statistiche della popolazione attiva, dell'impiego, dell'occupazione e della sotto-occupazione.

1.(1) Statistiche correnti sulla popolazione attiva, l'impiego, se del caso ladisoccupazione e, se possibile, la sotto-occupazione apparente, dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno.

(2) Tali statistiche dovrebbero essere classificate in base al sesso, e se possibile, in base alla classdi età ed al ramo di attività economica.

2.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze a lungo termine di analisi approfondite e di disporre di dati di base, dovrebbero essere compilate, almeno una volta ogni dieci anni, statistiche sulla struttura e sulla classificazione della popolazione attiva.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al sesso, alla classe di età, al gruppo di professione o al livello di qualifica, al ramo di attività economica, alla regione geografica ed allo status nella professione (come datore di lavoro, lavoratore in proprio, salariato, lavoratore familiare non retribuito, membro di una cooperativa di produttori).

Statistiche sui salari e sulla durata del lavoro

3. (1) Dovrebbero essere compilate, almeno una volta l'anno, statistiche correnti sui guadagni medi e sulla durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite).

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica ed il sesso, e se opportuno, la dimensione dell'azienda e la regione geografica, nonché, se possibile, secondo la classe di età, la classe di professione o il livello di qualifica.

4. (1) Se opportuno, dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno statistiche attuali sui tassi salariali riferiti ai tempi ed alla durata normale del lavoro.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al ramo di attività economica e, se opportuno, in base al sesso, alla classe di età, alla professione o algruppo di professione o al livello di qualifica, alla dimensione dell'azienda, ed alla regione geografica.

5.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze a lungo termine di analisi approfondite e di disporre di dati di base, dovrebbero essere compilate ad intervalli regolari, se possibile una volta ogni cinque anni, statistiche sulla struttura e sulla ripartizione dei salari.

(2) Le suddette statistiche dovrebberofornire:

a) dati sulle retribuzioni e sulla durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) classificati almeno in base al sesso, ala classe di età, alla professione o al gruppo di professioni o al livello di qualifica, al ramo di attività economica, alla dimensione dell' azienda ed alla regione geografica;

b) dati dettagliati sulla composizione delle retribuzioni (come rimunerazioni al tasso di base, maggiorazioni per ore di straordinario, retribuzione diore non lavorate, premi e gratifiche) e la durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite);

c) dati sulla classificazione dei salariati in base ai loro livelli di guadagno e di durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite), ripartiti secondo rilevanti caratteristiche dei salariati, come il sesso e la classe di età.

6.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze alungo termine, dovrebbero essere compilate, almeno una volta ogni cinque anni, statistiche sul costo della mano d'opera.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero fornire dati sul livello e sulla composizione del costo della mano d'opera , classificati in base al ramo di attività economica.

Indici dei prezzi al consumo

7.(1) Un indice generale dei prezzi al consumo, che includa tutte le voci spese, dovrebbe essere calcolato e pubblicato, per i gruppi più rappresentativi della popolazione o per l'insieme della popolazione.

(2) Indici di prezzo al consumo dovrebbero essere pubblicati a parte per voci importanti di spese di consumo, come alimentazione, bevande e tabacchi, abbigliamento e calzature, alloggio, combustibili e illuminazione e altre categorie significative.

8. Gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere calcolati e pubblicati se possibile una volta al mese, ma almeno una volta ogni tre mesi.

9. Le ponderazioni utilizzate per calcolare gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere rivedute almeno una volta ogni dieci anni ed adattate quando si constatino delle variazioni significative degli usi di consumo.

10. I prezzi utilizzati per calcolare gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere rappresentativi degli usi di acquisto dei gruppi di popolazione interessati(ad esempio per quanto concerne i punti di vendita ed il tipo nonché la qualità degli articoli).

Statistiche sulle spese ed i redditi domestici

11.(1) Dovrebbero essere compilate almeno una volta ogni dieci anni, statistiche delle spese domestiche o, se del caso, le spese delle famiglie e se possibile, i redditi domestici o, se opportuno, i redditi delle famiglie.

(2) Dette statistiche dovrebbero fornire tra l'altro, per i nuclei familiari o le famiglie, a seconda dei casi:

a) dati dettagliati concernenti le spese;

b) se possibile, dati dettagliati concernenti i redditi, classificati in base al livello ed alla provenienza;

c) dati dettagliati sulla loro composizione in base al sesso, alla classe di età e ad altre caratteristiche significative dei loro membri;

d) dati concernenti le spese e, se possibile i redditi, classificati in base alla dimensione ed alla categoria, alle categorie di spese e se possibile alle classi di redditi.

Statistiche sulle lesioni professionali e sulle malattie professionali

12.(1) Dovrebbero essere compilate statistiche sulle lesioni professionali almeno una volta l'anno.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al ramo di attività economica e per quanto possibile, secondo le caratteristiche rappresentative dei salariati (per esempio, sesso, classe d'età,

professione o classe di professioni o livello di qualifica) e delle aziende.

13.(1) Dovrebbero per quanto possibile, essere compilate almeno una volta l'anno, statistiche sulle malattie professionali.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica, e per quanto possibile, secondo le caratteristiche significative dei salariati (p.es. sesso, classe d'età, professione o gruppo di professioni o livello di qualifica) e delle aziende.

Statistiche sui conflitti di lavoro

14. (1) Dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno, statistiche sui conflitti di lavoro.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica.

Statistiche sulla produttività

15. Dovrebbero essere gradualmente elaborate e compilate statistiche per i rami di attività economica importanti.

II. INFRASTRUTTURA STATISTICA

16. Ai fini della raccolta e della compilazione delle statistiche del lavoro in applicazione della parte I della presente raccomandazione, ciascun Membro dovrebbe gradualmente sviluppare le adeguate infrastrutture statistiche nazionali. I principali elementi di tale infrastruttura dovrebbero includere
a) una lista esauriente ed aggiornata degli enti o delle aziende, la quale dovrebbe rispondere alle esigenze delle inchieste o dei censimenti, ed essere sufficientemente dettagliata per consentire la selezione di campioni di enti o di aziende.
b) un sistema coordinato per la realizzazione di inchieste o di censimenti di enti o di aziende;

c) un dispositivo che consenta di realizzare, su scala nazionale, una serie di inchieste, continue e coordinate, presso i nuclei familiari o le persone;

d) l'accesso, a fini statistici, alle fonti amministrative (come uffici del lavoro, organi di sicurezza sociale o servizi di ispezione del lavoro), fatte salve apposite garanzie per quanto concerne il loro uso riservato.

17. Ogni membro dovrebbe elaborare classifiche-tipo adeguate a livello nazionale e dovrebbe promuovere e coordinare l'applicazione di dette classifiche, per quanto possibile, da parte di tutti gli organi interessati.

18. Ciascun Membro dovrebbe provvedere ad armonizzare le statistiche compilate ai sensi della presente raccomandazione, e che provengano da fonti diverse o da enti diversi.

19(1) Nell'elaborare o nel rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e lal pubblicazione delle statistiche di cui alla presente Raccomandazione, i Membri dovrebbero prendere in considerazione le Raccomandazioni internazionali sulle statistiche del Lavoro, nonché le Raccomandazioni pertinenti di altre Organizzazioni internazionali competenti.

(2) Ciascun Membro dovrebbe rivedere e, se opportuno modificare o aggiornare i concetti, le definizioni e le classificazioni utilizzate nella compilazione dellle statistiche del lavoro in conformità con la presente Raccomandazione, qualora le norme e le direttive internazionali pertinenti siano oggetto di una revisione o vengano stabilite nuove norme o direttive.

20. Nell'elaborare o modificare i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche previste dalla Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985, e dalla presente Raccomandazione, i Membri potranno sollecitare l'assistenza dell'Ufficio Internazionale del Lavoro.

Il testo precedente è il testo autentico della Raccomandazione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua settantunesima sessione svoltasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 27 giugno 1985

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, il 27 giugno 1985:

Il Presidente della Conferenza

M. ENNACEUR.

Il Direttore-Generale dell' Ufficio Internazionale del Lavoro

Francis BLANCHARD

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 1045):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (ANDREOTTI) il 23 maggio 1988.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 luglio 1988, con parere della commissione 11ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 22 e 29 settembre 1988.

Relazione scritta annunciata l'11 ottobre 1988 (atto n. 1045/*A* - relatore sen. ROSATI).

Esaminato in aula e approvato il 20 ottobre 1988.

Camera dei deputati (atto n. 3283):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 7 novembre 1988, con parere della commissione XI.

Esaminato dalla III commissione l'8 febbraio 1989.

Relazione scritta annunciata il 17 febbraio 1989 (atto n. 3283/*A* - relatore on. MARRI).

Esaminato in aula il 26 aprile 1989 e approvato il 27 aprile 1989.

89G0221

GIUSEPPE MARZIALE, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(1651350) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.